

Vingt anciens ministres de François Mitterrand défendent sa mémoire au sujet du Rwanda



Article rédigé par *Roland HUREAUX*, le 29 mai 2019

Les anciens ministres réagissent contre les propos infâmes de Raphaël Glucksmann, et ils ont raison.

Le Gotha de la Mitterrandie (Védrine, Cresson, Lang, Quilès etc.) est sorti de sa réserve pour condamner les propos inacceptables tenus ces dernières semaines par Raphaël Glucksmann au sujet du Rwanda.

Reprenant une antienne connue, la tête de liste du Parti socialiste a accusé Mitterrand - et par là l'armée française - d'avoir participé au génocide du Rwanda.

Non seulement cette accusation n'est pas fondée mais, bien au contraire, l'action de la France au Rwanda est tout à l'honneur de la France , de son armée et de François Mitterrand.

Ces accusations émanent de la propagande de l'actuel président du Rwanda qui, à mesure qu'avancent les investigations sur les épisodes terribles de l'histoire de ce pays, apparaît comme leur principal responsable.

Qu'a donc fait la France dont elle doit se repentir ? Rien.

Elle a eu une coopération militaire (incluant la gendarmerie) avec le Rwanda commencée sous Giscard d'Estaing . Notre pays y occupait, francophonie oblige, l'espace laissé vacant par les Belges.

Elle soutenait aussi le régime de Juvénal Habyarimana qui était certes un dictateur mais ni meilleur ni pire que des dizaines d'autres en Afrique et ailleurs. En tous les cas, cette coopération n'incluait nullement le maniement de la machette ! La France coopérait aussi avec le Burundi^[1] dont les problèmes étaient analogues mais le régime différent : au Rwanda, le pouvoir était depuis l'indépendance passé entre les mains de la majorité hutu (90 % de la population) ; au Burundi, il était resté entre les mains de la minorité tutsi (10 % de population) . Il était normal qu'au Rwanda, le pays de droits d'homme soutienne la majorité contre une minorité de Tutsis dirigée par Paul Kagame , nouveaux émigrés de Coblence, qui, à partir de 1990, entreprirent , avec le soutien des Anglo-saxons, de reconquérir le pays.

Si on peut reprocher quelque chose à Mitterrand, c'est de ne pas être allé jusqu'au bout de son soutien : en 1993, il consentit aux accords d'Arusha préconisant la non-intervention des puissances dans ce qui était devenu une guerre civile. Mitterrand qui pourtant n'était pas né de la dernière pluie, fut victime de la même duperie que Blum durant la guerre d'Espagne. La France cessa de soutenir le régime de Habyarimana mais les Anglo-saxons et d'autres continuèrent à soutenir Kagame, ce qui lui permit d'arriver aux portes de la capitale au printemps 1994, poussant devant lui des centaines de milliers de réfugiés terrorisés.

C'est alors que fut abattu le 6 avril 1994 l'avion qui transportait le président Habyarimana et son collègue du Burundi . Il fait aujourd'hui peu de doutes que cet attentat avait été organisé par Kagame^[2]. Il déclencha un massacre de Tutsis , exécuté par les partisans du pouvoir hutu décapité, qui a fait des centaines de milliers de victimes, le seul qui soit resté dans les mémoires, alors qu'il devait être suivi d'un autre , de Hutus cette fois, réfugiés au Congo, organisé par Kagame lui-même, qui a fait , selon le HCR, des millions de victimes.

Devant l'ampleur des massacres , Mitterrand qui aurait voulu engager l'armée française dès le 6 avril mais qui ne fut pas , cohabitation oblige, immédiatement suivi par le gouvernement, décida de manière unilatérale , comme chef des armées, d'envoyer une force d'interposition au Rwanda du 20 juin au 20 août.

Aucun témoignage crédible ne fonde l'accusation selon laquelle cette force aurait pu aider des massacreurs d'un bord ou d'un autre[3]. Elle fit cesser là où elle le put le massacre des Tutsis et permit de limiter un exode massif de réfugiés hutus, en fixant trois millions dans le sud-ouest du Rwanda. Elle permit aussi, dans de conditions horribles, d'enterrer des milliers de victimes laissées sans sépulture.

Il y a quelque chose de pathétique dans ce vieux président qui, ne contrôlant plus la situation au Rwanda, décide néanmoins, malgré les réticences du gouvernement[4] et de nos principaux alliés, soutiens de Kagame - encouragé cependant par Nelson Mandela -, de sauver l'honneur, le sien propre et celui de la France, en envoyant nos soldats sans autre objectif que de préserver des vies. L'opération, dite Turquoise, fut finalement avalisée par l'ONU malgré l'opposition des Américains. Elle fut si peu honteuse que, selon des témoins directs, la chaîne CNN la fit passer dans les pays africains anglophones pour une opération américaine. Mitterrand, se sentant déjà proche de la fin voulut-il là sauver son âme ? Il sauva en tous les cas sa mémoire.

Désinformation

La propagande mensongère de Kagame prit son essor quand un juge français le mit en cause dans l'attentat du 6 avril contre l'avion des présidents conduit par des pilotes français.

Elle trouva le relais des réseaux internationaux qui avaient appuyé Kagame et de Français, soit corrompus, soit naïfs, lesquels se hâtèrent de prendre le relais de la propagande du tyran. Parmi les naïfs, Rocard qui se rendant au Rwanda en 1998 sans rien connaître de ce pays, subjugué par Kagame et croyant avoir trouvé là une occasion de salir Mitterrand, adopta sans critique la thèse du pouvoir tutsi, dénonçant comme « déshonorante » l'action de la France au Rwanda. Alain Richard, pourtant rocardien, mais qui, comme ministre de la défense, sait de quoi il retourne, a signé la déclaration de soutien à Mitterrand. Parmi les naïfs, sans doute aussi Glucksmann, depuis longtemps lié aux lobbies néo-conservateurs américains pro-Kagame : idéologues dans le style de Bernard-Henri Lévy, ils ont cru voir dans ce qui s'était passé au Rwanda un nouvel épisode de la lutte du bien contre le mal, comme en recherchent tous les idéologues pour qui une morale sommaire remplace l'analyse des réalités.

Il est seulement regrettable que la thèse de Kagame ait été adoptée sans examen par deux présidents venus ultérieurement : Sarkozy et Macron qui ont tous les deux cherché à se rapprocher de Kagame et refusé de défendre les militaires de l'opération Turquoise injustement mis en cause.

Les déclarations étourdies de Glucksmann pourraient être fatales à son parti, le faisant passer au-dessous du seuil des 5 %, ce qui signifierait sa disparition du paysage politique.

Les candidats de droite feraient bien de se porter au secours des anciens ministres de Mitterrand. Car ce qui est en cause dans cette affaire, ce n'est pas seulement l'honneur de l'ancien président mais aussi celui de notre pays.

Allons même plus loin : la France n'a au total qu'à se glorifier d'avoir été le seul pays occidental à tenter de faire obstacle à l'accession au pouvoir d'un des pires tyrans de l'histoire, alors que tous nos alliés l'ont au contraire soutenu.

Roland HUREAUX

[1] Souvenons-nous du sommet de Bujumbura

[2] Pas moins de quatre enquêtes judiciaires indépendantes concluent dans ce sens : enquête Hourigan, enquête spéciale du TIPR en date de 2003 révélée par *Marianne* à l'automne dernier, enquête du juge Bruguière, enquête espagnole du juge Merelles. Elles se fondent notamment sur le traçage des missiles et le

témoignages de transfuges

[3] Sommé par le procureur international Carla Del Ponte d'apporter des preuves de ses accusations, Kagame n'a jamais pu le faire.

[4] Alain Juppé, alors ministre des affaires étrangères, l' a soutenu .

29/05/2019 10:00